

Vers une



APPROCHE INTEGREE

DE LA REINTEGRATION

dans le contexte du retour



Page de couverture : après son retour de Guinée en 2016, cet agriculteur sri-lankais a commencé à exercer une activité de subsistance dans le cadre de l'aide à la réintégration. © OIM 2016

Les opinions exprimées dans le présent rapport sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les désignations employées et la présentation des documents tout au long de l'ouvrage n'impliquent pas l'expression, par l'OIM, d'une quelconque opinion quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone, ou de ses autorités, ou concernant ses frontières ou ses limites.

L'OIM est attachée au principe selon lequel des migrations humaines et ordonnées sont bénéfiques pour les migrants et la société. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM agit avec ses partenaires de la communauté internationale pour aider à relever les défis opérationnels que pose la migration ; favoriser la compréhension des questions migratoires ; encourager le développement économique et social par la migration ; et préserver la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Remerciements

Les auteurs, Nicola Graviano, Andrea Götzelmann, Nazanine Nozarian et Anita Jawadurovna Wadud, tiennent à remercier Anh Nguyen, Karolina Krelinova, Etienne Quillet ainsi que leurs collègues de l'OIM au Bureau régional de Bruxelles, de la Division de l'aide aux migrants, de la Division Mobilité de la main-d'œuvre et développement humain et de la Division des situations de transition et de redressement pour leurs précieuses contributions.

Pour plus d'informations, prière de contacter mad@iom.int.

Editeur :

Organisation internationale pour les migrations

17, route des Morillons

1211 Genève 19

Suisse

Tél. : +41 22 717 91 11 Télécopie : +41 22 798 61 50

Courriel : mad@iom.int

www.iom.int

© 2017 Organisation internationale pour les migrations (OIM)

Tous droits réservés. Aucun élément du présent ouvrage ne peut être reproduit, archivé ou transmis par quelque moyen que ce soit – électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre – sans l'autorisation écrite préalable de l'éditeur.

La présente publication n'a pas été révisée par l'OIM.

Si les parties prenantes sont de plus en plus nombreuses à convenir que la réintégration est un aspect essentiel de la migration de retour¹, l'approche et la gestion de la réintégration continuent de faire débat, et les moyens pour soutenir la réintégration varient en conséquence. Le présent document postule que le processus de réintégration, pluridimensionnel et complexe, requiert une approche globale axée sur les besoins : une approche tenant compte des divers facteurs qui influent sur la réintégration des personnes, notamment économiques, sociaux et psychosociaux sur le plan individuel, communautaire et structurel.

Par conséquent, afin de faciliter une réintégration durable, le présent document recommande de s'attaquer simultanément aux facteurs susmentionnés par les moyens suivants :

- ① Une aide individuelle qui cible les besoins spécifiques des migrants et ménages de retour ;
- ② Une aide axée sur la communauté afin d'encourager une approche participative du processus de réintégration qui implique les familles et les communautés et prend en compte leurs besoins et préoccupations spécifiques ; et
- ③ Des interventions structurelles qui visent à renforcer la prestation de services essentiels destinés aux migrants de retour comme à la population non migrante, et promeuvent une bonne gouvernance générale des migrations.

En outre, ce document recommande de mettre un solide dispositif de suivi et d'évaluation au service d'actions et de politiques fondées sur des éléments factuels, et d'encourager la complémentarité et la collaboration entre différents services gouvernementaux, organisations internationales, organisations de la société civile et acteurs du secteur privé aux niveaux national et local, essentielles pour faciliter la réintégration des migrants de retour dans leurs pays d'origine.

¹ Bien que la réintégration soit un processus qui se déroule dans divers contextes de retour (par exemple, après un retour spontané, un retour forcé, un retour volontaire assisté ou un déplacement interne), le présent document traite de l'aide à la réintégration apportée aux migrants qui ne peuvent ou ne veulent pas rester dans le pays d'accueil ou de transit.

1. CONTEXTE

La migration de retour, associée au processus de retrouver sa culture, sa famille et son pays², est parfois considérée à tort de manière trop simpliste. Le fait de retourner dans un pays ou un lieu où l'on a vécu ne signifie pas que la réintégration s'effectue sans heurt.

La réintégration est généralement comprise comme la réinsertion ou la réincorporation d'une personne dans un groupe ou comme un processus, par exemple, la réintégration d'un migrant dans la société de son pays d'origine ou de résidence habituel³. Il s'agit d'un processus pluridimensionnel qui requiert le rétablissement de liens économiques et psychosociaux. Par conséquent, une réintégration réussie dépend de divers éléments, tels que la période passée à l'étranger par le migrant de retour et ses capacités et ressources personnelles, l'acceptation par sa famille, de ses pairs et sa communauté, mais aussi les moyens environnementaux et structurels ainsi que les possibilités économiques et de développement dans le pays d'origine.

Ces dernières années, une hausse des flux migratoires irréguliers dus à la restriction continue des voies de migration régulières et à l'absence de réponse aux facteurs de migration a été observée⁴. Le nombre de migrants qui rentrent dans leur pays d'origine dans le cadre de programmes d'aide au retour volontaire et à la réintégration a, lui aussi, augmenté⁵, non seulement en terme du nombre de personnes ayant besoin d'assistance mais aussi en termes de la diversité des acteurs et de la complexité des enjeux. Si certains migrants de retour retrouvent des environnements accueillants et se réintègrent aisément, nombre d'entre eux se heurtent à des obstacles qu'ils ne peuvent surmonter seuls et ont besoin d'aide pour se réintégrer. Parallèlement, les communautés, les régions et les pays de retour ne possèdent pas toujours – parfois en raison d'un grand nombre de retours concomitants – les capacités nécessaires pour fournir un environnement propice à une réintégration réussie car ils manquent de ressources et d'infrastructures locales.

En réponse au besoin pour ce type d'aide, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) met en œuvre ses programmes d'aide au retour volontaire et à la réintégration (AVRR) depuis près de 40 ans⁶. Les activités AVRR visent à améliorer directement les conditions dans lesquelles s'effectue le retour, notamment en créant un environnement dans lequel les migrants sont en mesure de prendre des décisions éclairées et en aidant ces derniers à se réinsérer dans leurs communautés de retour.

² Etant donné que les migrants peuvent rentrer dans leur pays dans d'autres lieux que leurs lieux d'origine, le présent document se réfère aux communautés de retour.

³ Organisation internationale pour les migrations, *Glossaire de la migration*.

⁴ Les facteurs de migration recouvrent les causes sous-jacentes de la pauvreté, de l'instabilité et de la violence ainsi que d'autres facteurs de répulsion, qui sont constitués de multiples déterminants, conditions structurelles, événements, incitations et motivations. Les facteurs économiques, politiques, sociaux et de sécurité (mauvaise gouvernance, disparités mondiales, insécurité alimentaire, chômage, etc.) peuvent générer des facteurs de répulsion similaires à ceux identifiés dans le cadre de crises provoquant des déplacements (conflits, catastrophes naturelles). Voir également UNESCO, *Migration as a development challenge: Analysis of root causes and policy implications, Management of Social Transformations (MOST)*, 2017, disponible *ici*.

⁵ OIM, *AVRR Key Highlights 2016, 2017*, disponible *ici*.

⁶ Bien que le présent document traite principalement du contexte de l'AVRR, l'aide à la réintégration revêt également une importance fondamentale pour les migrants dont le retour a été opéré par les pays d'accueil ou ayant reçu une aide au retour dans le cadre d'une crise humanitaire.

Le soutien apporté aux migrants de retour et à leurs communautés constitue la première étape d'un long processus de réintégration. En considérant l'investissement en temps, efforts, émotions et ressources que les migrants fournissent lorsqu'ils entament leur parcours migratoire, l'aide à la réintégration est un instrument essentiel pour réduire leur vulnérabilité lors du retour, protéger leurs droits et les aider à commencer une nouvelle vie au sein des communautés de retour. En raison de différences au niveau de la conception des programmes et des priorités des donateurs, les ressources disponibles pour assurer ce soutien peuvent considérablement varier – d'une aide individuelle sous la forme de sommes modestes versées aux migrants de retour afin qu'ils puissent répondre à leurs besoins immédiats lors de leur arrivée, à une aide plus importante fournie en nature soit aux migrants soit aux communautés de retour, afin de répondre aux besoins à moyen terme (logement, activités rémunératrices, éducation, santé, etc.). Les pays d'origine peuvent également avoir prévu des structures et indemnités de réintégration au bénéfice de leurs ressortissants de retour, ces services variant grandement d'un pays à l'autre.

Indirectement et à long terme, l'aide à la réintégration vise aussi à atténuer les facteurs qui pourraient finir par contraindre les personnes à réémigrer. De même, elle peut contribuer à éliminer les obstacles qui empêchent les migrants de retour de se stabiliser, et améliorer l'accès de ces derniers à de meilleures opportunités. En outre, certains des facteurs de migration initiaux peuvent avoir perduré, voire s'être aggravés, et il convient alors d'y répondre.

Les notions de retour et de réintégration sont intrinsèquement liées au concept de durabilité⁷. S'il n'existe pas de définition universellement convenue d'une réintégration réussie, dans le contexte de l'approche intégrée, l'OIM considère que la réintégration est durable lorsque les personnes de retour ont atteint un niveau d'autosuffisance économique, de stabilité sociale dans leur communauté et de bien-être psychosocial qui leur permet de faire face aux facteurs de (ré)émigration. Une réintégration durable permet aux migrants de retour de prendre de futures décisions en matière de migration par choix et non par nécessité⁸. Ainsi, il convient d'adopter une approche globale de la réintégration des migrants de retour, qui tient non seulement compte des facteurs influant sur leur réintégration et les appréhende afin de satisfaire leurs besoins spécifiques, mais adresse également les besoins des communautés de retour et s'attaque aux facteurs structurels en jeu. Par conséquent, le présent document entend mettre en lumière certaines variables qui influent sur une réintégration durable en vue de fournir des outils pour une approche globale et intégrée de la réintégration.

⁷ Khoser, K. et Kuschminder, K., *Comparative Research on the Assisted Voluntary Return and Reintegration of Migrants*, Maastricht Graduate School of Governance, 2015, disponible *ici*.

⁸ Cette définition implique l'absence de corrélation directe entre une réintégration réussie et une nouvelle migration après le retour. Cette dernière peut procéder d'un choix, indépendamment de la réussite (totale, partielle ou nulle) de la réintégration. En revanche, les migrants de retour ont peu de chance de se réintégrer si, dans leur situation, la ré-émigration ou le soutien d'un membre de la famille à l'étranger sont jugés nécessaires à leur survie physique ou économique.

On peut considérer que la réintégration est durable lorsque les personnes de retour ont atteint un niveau d'autosuffisance économique, de stabilité sociale dans leur communauté et de bien-être psychosocial qui leur permet de faire face aux facteurs de (ré)émigration. Une réintégration durable permet aux migrants de retour de prendre de futures décisions en matière de migration par choix et non par nécessité.

L'approche intégrée aide les gouvernements à réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et contribue en particulier à l'**ODD 10 – Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre** et à l'**ODD 17 – Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser**⁹. Elle s'appuie également sur la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants¹⁰ en proposant d'adopter une approche globale pour s'attaquer aux facteurs de migration irrégulière dans un cadre de bonne gestion des migrations.

2. LES FACTEURS SOUS-JACENTS DE LA REINTEGRATION DURABLE

Divers facteurs influent sur la capacité d'une personne à se réintégrer dans son pays d'origine. Ce processus peut prendre du temps, car les migrants de retour sont susceptibles de rencontrer des difficultés qui pèseront sur leur capacité à se réadapter et à se réintégrer, qui affecte par ailleurs de manière similaire d'autres membres de leur communauté. Il convient de souligner que les facteurs qui influent sur le processus de réintégration puis sur sa durabilité sont similaires aux facteurs ayant motivé la décision initiale de migrer. Ils peuvent être d'ordre économique, social et psychosocial, et porter simultanément sur les migrants de retour¹¹, les communautés qui les accueillent et l'environnement structurel¹².

Au **niveau individuel**, divers facteurs peuvent influencer la réintégration réussie d'un migrant. Ces facteurs peuvent être liés à des caractéristiques personnelles ou à l'expérience migratoire globale, y compris le processus de retour. L'âge, le sexe, l'identité sexuelle, les compétences, la situation familiale, les connaissances, les réseaux sociaux, la motivation, l'identité personnelle, la sécurité personnelle, la situation financière propre et familiale, le statut social, le vécu, les croyances et les mentalités ainsi que

⁹ L'approche intégrée de la réintégration contribue particulièrement à la cible 10.2 (*Autonomiser toutes les personnes et favoriser leur intégration sociale, économique et politique, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leur handicap, de leur race, de leur appartenance ethnique, de leurs origines, de leur religion ou de leur statut économique ou autre*), à la cible 10.7 (*Faciliter la migration et la mobilité de façon ordonnée, sûre, régulière et responsable, notamment par la mise en œuvre de politiques migratoires planifiées et bien gérées*), à la cible 17.17 (*Encourager et promouvoir les partenariats publics, les partenariats public-privé et les partenariats avec la société civile*) et à la cible 17.9 (*Apporter, à l'échelon international, un soutien accru pour assurer le renforcement efficace et ciblé des capacités des pays en développement et appuyer ainsi les plans nationaux visant à atteindre tous les objectifs de développement durable, notamment dans le cadre de la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et de la coopération triangulaire*).

¹⁰ Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants, annexe II, par. 7, 19 septembre 2016, disponible *ici*.

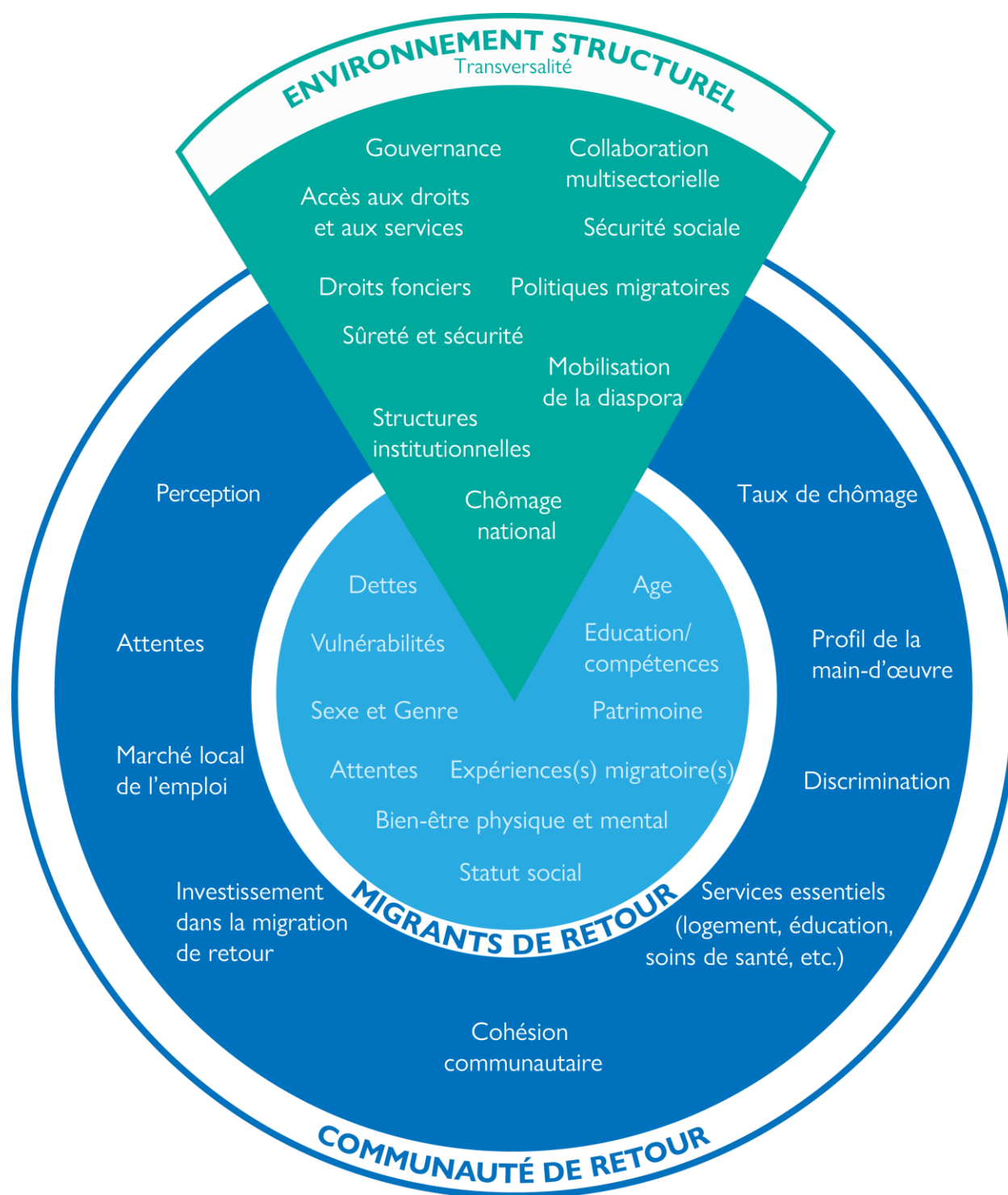
¹¹ Selon les circonstances, les familles peuvent faire partie du groupe cible des migrants de retour (si elles rentrent dans leur pays avec le bénéficiaire principal) ou du groupe cible des communautés (si elles sont restées dans le pays d'origine).

¹² Voir à la figure 1 la représentation de certains de ces facteurs (liste non exhaustive).

les caractéristiques émotionnelles, psychologiques et cognitives d'un migrant sont autant de facteurs qui jouent un rôle significatif dans le processus de réintégration.

La nature du parcours migratoire de la personne, ou les circonstances de son retour, sont tout aussi importantes. A cet égard, la durée de l'absence d'un migrant, les conditions dans le pays d'accueil, les conditions ou le degré de préparation du retour, la mobilisation de ressources et/ou l'accès à des informations appropriées peuvent aussi influencer sur la réintégration. Il est également nécessaire de prendre en compte les vulnérabilités spécifiques préexistantes, qui peuvent avoir un impact particulièrement important pour les migrants ayant des besoins de santé ou encore des besoins de protection, tels que les victimes de la traite ou les enfants non accompagnés ou séparés. Ces vulnérabilités requièrent un soutien supplémentaire dans certains domaines (par exemple, une assistance psychosociale visant à traiter certains traumatismes) pour même envisager commencer le processus de réintégration et permettre aux migrants de retour de pleinement réaliser leur potentiel.

Figure 1 : Facteurs influant sur la réintégration¹³



¹³ Ce graphique présente des exemples de facteurs susceptibles d'influer sur le processus de réintégration, sans prétendre à l'exhaustivité.

Parallèlement, il convient de tenir compte que les personnes de retour se situent au sein d'une structure communautaire physique et sociale plus large et sont impactées par leur position au sein du tissu économique, culturel et social de leur communauté. Le rôle que jouent les **communautés** dans la réintégration des migrants revêt diverses formes. Lorsque le retour est considéré comme un échec ou que la décision initiale de migrer est fondamentalement vécue comme un abandon, débouchant sur un environnement plus hostile, les efforts de réintégration en pâtiront. A leur retour, les migrants peuvent être stigmatisés pour diverses raisons, par exemple lorsque le retour est perçu comme un échec ou si le retour ne s'accompagne pas des richesses/revenus attendus. En outre, si l'aide à la réintégration offerte aux migrants de retour est perçue comme étant indue par la population locale qui n'a pas migré et qui ne reçoit pas d'assistance, elle peut engendrer du ressentiment.

Cependant, l'inverse est également vrai : les communautés sont à même de fournir un environnement propice à la réintégration en offrant des filets de sécurité, de solides réseaux sociaux ainsi que des ressources financières. Une perception positive du retour par les communautés permet au migrant de rentrer sans risque de stigmatisation et de renouer des liens sociaux, et facilite ainsi sa réinsertion dans la société. Outre le fait que le soutien des communautés est un facteur clé de la réintégration des migrants, le processus de réintégration devrait également profiter (ou au moins, ne pas nuire) aux communautés grâce aux contributions, compétences et expériences des migrants de retour.

Enfin, les **facteurs structurels de l'environnement externe** jouent également un rôle central dans le processus de réintégration : il s'agit entre autres des conditions politiques, institutionnelles, économiques et sociales à l'échelle locale, nationale et internationale. Les facteurs structurels tels que la coopération entre divers services gouvernementaux aux niveaux local et national, les politiques et les instruments juridiques axés sur les migrants de retour, mais aussi le secteur privé et la diaspora ainsi que l'accès à l'emploi et aux services de base (logement, éducation, santé et orientations psychosociales, etc.) influent considérablement sur la capacité des migrants de retour à se réintégrer avec succès¹⁴. Il est essentiel de mieux comprendre les facteurs structurels, notamment ceux qui ont une incidence sur les schémas migratoires, pour pouvoir s'y attaquer de manière à faciliter la réintégration durable.

¹⁴ Si l'aide à la réintégration dans le cadre de l'approche intégrée relève de stratégies de développement dans les pays d'origine, l'aide au développement ne devrait pas avoir pour but de limiter de futures migrations. Il est admis que l'amélioration des indicateurs de développement entraîne généralement une hausse de la mobilité à court terme, imputable à l'élargissement des possibilités et à l'ouverture de voies de migration régulière. Dans le contexte du retour, en revanche, l'amélioration des facteurs structurels influant sur la réintégration permet aux migrants de retour de faire des choix informés au lieu de choisir de réémigrer (en grande partie dans des conditions irrégulières) par nécessité. Voir également : Nations Unies, *Rapport du Représentant spécial du Secrétaire général pour les migrations*, A/71/728, p. 15, par. 39, 2017, disponible *ici* ; De Haas, H., *The internal dynamics of migration processes - A theoretical inquiry*, Journal of Ethnic and Migration Studies : 1-31, 2010, disponible *ici* ; ou UNESCO, *Migration as a development challenge: Analysis of root causes and policy implications*, Management of Social Transformations (MOST), 2017, disponible *ici*.



Une migrante de retour au
Niger

© OIM/Amanda Nero 2016

3. VERS UNE APPROCHE INTEGREE DE LA REINTEGRATION : Recommandations en matière de politiques

Différents mécanismes de soutien peuvent soulager les migrants de retour et les communautés dans lesquelles ils se réinsèrent, en particulier lorsque les facteurs susmentionnés ne favorisent pas la réintégration des migrants. Conformément à son mandat et à son expertise multisectorielle, l'OIM plaide en faveur de l'adoption d'une approche intégrée de la réintégration qui répond aux besoins économiques, sociaux et psychosociaux tout en traitant d'enjeux transversaux tels que les droits des migrants, les partenariats et la coopération ainsi que la collecte de données, le suivi et l'évaluation de la réintégration. Une telle approche est généralement placée sous la responsabilité de diverses parties prenantes, qui assument différents rôles dans le cadre des interventions qui en découlent.

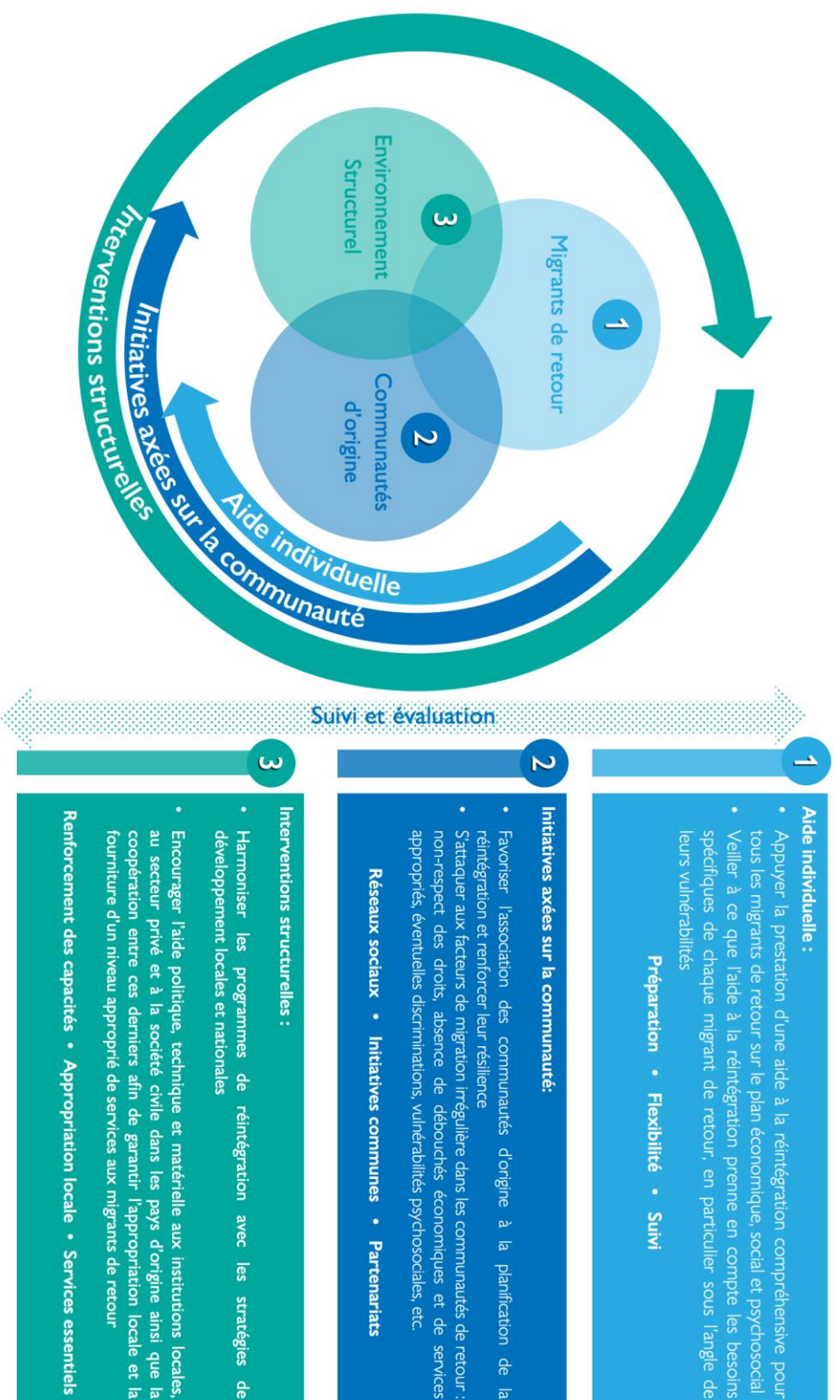
Cette aide doit reposer sur une analyse minutieuse des facteurs individuels, communautaires et structurels, qui permettra de déterminer le ou les niveaux de l'action requise pour créer des environnements propices à la réintégration durable des migrants de retour. Bien que la disponibilité des fonds puisse limiter une aide à la réintégration compréhensive, il convient de promouvoir, dans la mesure du possible, les approches axées sur la communauté et les interventions structurelles. Pour parvenir à une approche véritablement intégrée de la réintégration, tous les niveaux doivent être dûment pris en considération et toutes les parties prenantes doivent coopérer.

Bien que les différents niveaux d'intervention poursuivent chacun un objectif propre, ils sont interdépendants et se renforcent mutuellement. En conséquence, **la coordination, la complémentarité et la cohérence** entre toutes les parties prenantes, gouvernementales comme non gouvernementales, publiques et privées, locales et internationales, doivent être assurées dans les pays d'accueil, de transit et d'origine. Il convient aussi d'explorer les synergies entre les diverses actions menées par de multiples parties prenantes, qui ont souvent différents mandats et priorités dans les domaines **de l'aide humanitaire, de la stabilisation communautaires, de la gestion des migrations et de la coopération au développement.**

Dans un souci d'efficacité, les interventions menées sur le plan individuel, communautaire et structurel devraient promouvoir une **approche associant l'ensemble des pouvoirs publics** afin d'encourager la coopération intersectorielle ainsi qu'entre les ministères pertinents et investis de divers mandats (par exemple, intérieur, affaires étrangères, travail et affaires sociales) et les parties prenantes non étatiques. Les instruments de programmation et de financement destinés à la gestion des retours et ceux destinés à soutenir la stabilisation communautaire, la coopération ou le développement doivent être réunis de manière à inclure la réintégration des migrants dans les politiques nationales et plans de développement durable. Une telle approche holistique s'intéressera au processus multidimensionnel de la réintégration, contribuant ainsi de manière directe et indirecte à la réintégration durable.

De même, **l'échange d'informations et de bonnes pratiques entre les praticiens et l'ensemble des parties prenantes clés** est souhaitable, car elle permet des synergies et des opportunités d'expansion par la mise en œuvre d'initiatives conjointes à l'échelle transnationale, en particulier celles qui impliquent et prennent en compte les pays d'origine et les migrants de retour. La coordination bilatérale entre les pays d'accueil/de transit et d'origine revêt également une importance capitale, notamment du point de vue de la durabilité de la réintégration. La facilitation d'enceintes interdisciplinaires destinées à l'échange et à la discussion peut favoriser l'identification de points de convergence en vue d'assurer un impact durable.

Figure 2 : Approche intégrée de la réintégration : recommandations d'action



4. VERS UNE APPROCHE INTEGREE DE LA REINTEGRATION :

Recommandations programmatiques

4.1 Aide à la réintégration individuelle

Etant donné que chaque migrant de retour fait face à une situation de réintégration spécifique déterminée par son profil personnel (âge, sexe et identité sexuelle, vécu, etc.), l'aide à la réintégration individualisée est essentielle pour lutter contre des difficultés individuelles qui risquent autrement d'être ignorées.

L'aide à la réintégration individuelle permet généralement un certain degré de flexibilité et, dans l'idéal, est adaptée aux besoins spécifiques du migrant de retour en fonction ses expériences migratoires, des facteurs de vulnérabilité¹⁵, des compétences acquises et des circonstances du retour. L'aide à la réintégration individuelle constitue également la forme de soutien la plus directe et peut être rapidement mise en œuvre. Ce type d'assistance personnalisée autonomise en premier lieu les migrants de retour, et crée un environnement dans lequel ceux-ci assument la responsabilité du processus de réintégration et décident de l'utilisation de l'aide à la réintégration. Elle offre un certain degré de contrôle et de souplesse dans une situation où les migrants de retour se sentent souvent impuissants.

Dans le cadre des programmes AVRR, ce type d'aide est le plus souvent accordée aux migrants de retour et, s'il y a lieu, aux membres de leur famille, sous la forme de prestations en espèces, en nature, ou associant les deux. Dans la mesure du possible, le type et le contenu de l'aide à la réintégration devraient être déterminés suivant des éléments factuels et une approche axée sur les besoins. A cet égard, des sessions d'informations et de conseil avant le retour et après l'arrivée permettent d'adapter au mieux l'aide à la situation spécifique de chaque personne concernée. Bien que certains pays apportent également une aide à leurs ressortissants de retour par l'intermédiaire de différentes structures nationales et locales, ce type d'assistance n'est pas toujours systématique, et parfois accordé au cas par cas.

Si le niveau et les modalités de mise en œuvre de l'aide diffèrent d'un programme à l'autre selon le contexte particulier et la destination du retour¹⁶, l'aide à la réintégration individuelle peut contribuer à l'autosuffisance économique des intéressés, par exemple en soutenant la création de petits commerces, en favorisant leur (ré)insertion sur le marché du travail local et en développant leurs compétences par des cours ou des formations professionnelles et/ou la mobilisation des compétences et savoirs acquis lors du parcours migratoire.

Cette approche individualisée est particulièrement importante lorsqu'il existe des vulnérabilités spécifiques qui sont liées à la composition des familles, l'âge, problèmes médicaux ainsi que d'une détresse mentale due à la maltraitance, à l'exploitation ou à la violence subie durant le parcours migratoire. En outre, si une zone ou une région ne présente pas de masse critique motivant une intervention d'envergure, l'aide individuelle permet de fournir un soutien et une assistance directe.

¹⁵ Voir le document thématique de l'OIM sur une protection effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales des migrants, réguliers ou irréguliers, y compris des femmes et des enfants ; et des besoins particuliers des migrants en situation de vulnérabilité, disponible *ici*.

¹⁶ Le type et le niveau de l'aide apportée aux migrants de retour peuvent varier en fonction du programme AVRR du pays d'accueil, puis des exigences des donateurs.

Exemples de réponses programmatiques : aide à la réintégration individuelle

- **Orienter les migrants vers les possibilités socioéconomiques disponibles et un soutien psychosocial**, en cartographiant et en recueillant systématiquement les informations sur les acteurs à la réintégration et la nature de l'aide spécialisée offerte. **Améliorer la préparation** au processus de réintégration **avant le retour**, afin de permettre aux intéressés de s'approprier leur projet de réintégration personnel, de s'autonomiser et d'être autosuffisants.
- **Renforcer la flexibilité** des dispositifs d'aide à la réintégration afin de pouvoir fournir une aide modulable en fonction du profil, des besoins et compétences, des préférences et de la motivation des bénéficiaires, ainsi que du contexte du retour. Il convient également de veiller à un juste équilibre entre l'aide en espèces et l'aide en nature.
- **Assurer un suivi approprié** pendant les 12 premiers mois suivant le retour, afin d'accompagner les bénéficiaires dans leur processus de réintégration.

4.2 Initiatives de réintégration axées sur la communauté

Parallèlement, l'aspect communautaire influe fortement sur la mesure dans laquelle la réintégration sera durable. Or les communautés de retour, par manque d'infrastructures et d'installations de base, ne possèdent pas toujours les capacités nécessaires pour faciliter la réintégration. Lorsque les personnes de retour sont très nombreuses, ce déficit peut créer des tensions relatives aux ressources disponibles et freiner sensiblement la réintégration des intéressés. Les approches axées sur la communauté permettent d'agir sur les facteurs de réintégration au niveau communautaire et ainsi faciliter une réintégration réussie¹⁷. Lors de la mise en œuvre des interventions axées sur la communauté de retour, il est important d'identifier les besoins de celle-ci ainsi que de mesurer les incidences que la migration de retour peut avoir sur la communauté dans son ensemble¹⁸. Ces initiatives visent ainsi à faire face au ressentiment ou à l'hostilité qu'un migrant de retour peut subir de la part des membres de la communauté parce qu'il reçoit de l'aide ou, au contraire, parce qu'il rentre les mains vides.

Les initiatives d'aide à la réintégration axées sur la communauté nécessitent généralement des approches à court et à moyen terme. En fonction du contexte local et des dynamiques migratoires, les initiatives communautaires peuvent viser à encourager le dialogue, la cohésion sociale et l'autonomisation, de même qu'encourager des mesures qui permettent de réduire la vulnérabilité de la population locale aux chocs externes (ainsi que de lutter contre les facteurs de migration à l'échelle communautaire). Enfin, il est important d'assurer l'appropriation locale de ces initiatives de sorte à favoriser leur durabilité une fois l'aide arrivée à terme. Les activités peuvent aller de la mise en place de formations et d'initiatives visant à créer des emplois en

¹⁷ Cela se vérifie en particulier dans les situations d'après-conflit, qui nécessitent une aide importante aux fins de reconstruction et de stabilisation, du renforcement de la résilience des communautés et de leur association à la planification de la réintégration. Cette approche revêt toutefois une importance égale dans les situations ne présentant pas de conflit.

¹⁸ Par exemple, toute dynamique telle qu'une situation dans laquelle la communauté a financé la migration des migrants de retour et attend un remboursement ou un retour sur investissement constitue un élément important dont il faudra tenir compte.

partenariat avec le secteur privé, à l'établissement d'instances destinées à promouvoir le dialogue et à la mise en œuvre de petits projets d'infrastructure (irrigation, construction de route, etc.).

Les interventions de ce type développent non seulement la capacité d'absorption par la communauté de retour et de ses membres, mais renforcent aussi les liens entre migration de retour et développement local. Elles favorisent la participation à la fois des migrants de retour et de la population non migrante, et concourent ainsi à la cohésion sociale entre les migrants de retour et leurs communautés. Elles permettent à la communauté de mettre à profit les compétences des migrants de retour, tout en traitant des questions qui concernent la communauté dans son ensemble, et notamment des besoins de développement.

Lors de réflexions relatives aux interventions communautaires, il est important d'identifier les besoins de la communauté elle-même et les incidences que la migration de retour aura sur la communauté dans son ensemble. L'aide à la réintégration axée sur la communauté se fonde donc généralement sur l'établissement des profils de communautés qui présentent un grand nombre de retours et/ou subissent de forts taux d'émigration. Outre l'établissement des profils, les communautés elles-mêmes doivent être associées, dans la mesure du possible, à la conception de ces initiatives ainsi qu'à la cartographie des interventions et évaluations existantes. Ces travaux ont pour but d'observer les programmes et lacunes existants en matière de retour et de réintégration, ainsi que les synergies avec les programmes de développement en place à l'échelle nationale et locale. Les profils des communautés contribuent à l'identification, à l'analyse et au développement de secteurs économiques, et notamment à l'analyse des tendances sur le marché du travail par secteur (productivité agricole, entreprises sociales, etc.) et à la mise en place de nouvelles opportunités pour la main-d'œuvre qualifiée ou non dans les zones urbaines et rurales. De cette façon, ces travaux concourent à la cartographie des secteurs économiques préférentiels qui sont susceptibles d'offrir les meilleures chances de croissance, d'expansion et de capacité à absorber les migrants de retour, et, ce faisant, favorisent une attitude positive de la part de la communauté envers le retour.

Une approche axée sur la communauté peut aussi être utilisée pour maximiser les retombées d'autres interventions de réintégration, en appliquant le principe consistant à « ne pas nuire » afin de veiller à ce que les actions entreprises n'entraînent pas d'effets négatifs sur les migrants et les communautés¹⁹. L'approche devrait également rechercher le dialogue avec des plateformes communautaires existantes en vue d'assurer la continuité et l'appropriation des mesures par la communauté.

¹⁹ La participation de la communauté à la conception de l'intervention permet de prévenir tout décalage entre les progrès accomplis dans des sphères d'intervention complémentaires. L'investissement dans des installations d'éducation et de formation locales, par exemple, devrait s'accompagner de programmes portant sur la création d'emplois ou les débouchés professionnels, en particulier dans les zones où les jeunes représentent une large part de la population.

Exemples de réponses programmatiques : interventions axées sur la communauté

- **Procéder à l'évaluation des principales communautés de retour**, afin de s'assurer que les activités de réintégration répondent aux besoins et aux priorités.
- **Promouvoir des activités de réintégration qui mettent en relation les migrants de retour et les populations non migrantes** (par exemple, activités conjointes génératrices de revenu, programmes d'emploi local). De telles initiatives pourraient aussi être élaborées et mises en œuvre avec le soutien et la participation des diasporas.
- **Encourager le rétablissement des réseaux des migrants de retour**, en associant activement les membres de la famille, les amis et la communauté locale au processus (psycho)social de réintégration.

4.3 Interventions structurelles

Dans les pays d'origine où les capacités et l'infrastructure ne permettent pas de fournir aux migrants de retour (ni à la population locale) un niveau approprié de services, de protection et d'aide de nature à faciliter un retour sûr et une réintégration durable, il peut s'avérer nécessaire d'offrir un soutien politique, technique et matériel aux institutions publiques, au secteur privé et à la société civile. De surcroît, les pays qui présentent un nombre significatif d'émigrants peuvent également avoir besoin d'aide pour élaborer des politiques et structures appropriées qui permettent de répondre aux besoins spécifiques de leurs ressortissants revenus au pays.

A ce niveau, les activités comprennent l'analyse, la révision ou la mise à niveau de cadres politiques, et une aide aux autorités nationales et locales aux fins de l'élaboration de politiques favorables au retour (par exemple à travers l'intégration du retour et de la réintégration dans les stratégies locales/nationales de développement et de migration ainsi que dans d'autres politiques pertinentes) et de procédures opérationnelles standard et de protocoles. Dans les pays d'origine, les interventions structurelles peuvent viser à renforcer les capacités nationales qui permettent de fournir des services de réintégration aux migrants de retour en apportant une aide et des outils techniques, en facilitant la coordination intersectorielle, en instaurant des mécanismes d'orientation et des réseaux nationaux, et en organisant des formations et des conférences destinées à échanger les enseignements tirés et les bonnes pratiques. De telles mesures impliquent également de travailler avec le secteur privé et ses employeurs ainsi qu'avec des agences de recrutement (privées et publiques) en vue d'encourager la réintégration économique par l'emploi.

L'aide à la réintégration au niveau structurel doit correspondre aux besoins et priorités identifiés par le gouvernement et la société civile dans les pays d'origine. Elle devrait également prendre en compte les plans de développement ainsi que toutes les stratégies de migration à l'échelle nationale et locale, de façon à augmenter l'efficacité et l'appropriation des processus et activités.

Exemples de réponses programmatiques : interventions structurelles

- **Inciter les pays à renforcer les capacités locales** permettant de fournir des services en matière de réintégration à la faveur d'un soutien technique et institutionnel : réexamens législatifs, adoption de lignes directrices, création de comités interministériels et établissement de mécanismes d'orientation.
- **Renforcer la prestation des services essentiels** et le respect des droits dans des domaines clés tels que l'éducation, la santé, le soutien psychosocial, l'emploi et le logement pour les migrants de retour comme pour les populations non migrantes.
- **Augmenter la durabilité** des interventions de réintégration en promouvant leur **appropriation** par les autorités locales/nationales et parties prenantes des pays d'origine.

4.4 Suivi, évaluation et enseignements

Compte tenu de la variété des facteurs individuels, communautaires et structurels qui interviennent dans le processus de réintégration, les effets de l'aide ciblant les facteurs de migration peuvent être longs à se réaliser et difficiles à mesurer. Le suivi et l'évaluation seront néanmoins cruciaux pour déterminer les retombées des programmes d'aide au retour volontaire sur la durabilité de la réintégration. Les programmes d'aide à la réintégration aux trois niveaux d'intervention (individuel, communautaire et structurel) doivent prévoir un suivi systématique (à la fois au niveau de la mise en œuvre du programme et des bénéficiaires) et une évaluation à long terme afin d'en apprécier l'efficacité, l'efficience, la pertinence, l'impact, la durabilité et la cohérence. En particulier, les données recueillies sur l'aide directe aux migrants de retour, et notamment les observations formulées par ces derniers, constituent une importante source d'informations sur l'efficacité, l'impact et la durabilité des mesures mises en œuvre. Le suivi à long terme permettra également d'évaluer l'impact des différents types d'aides à la réintégration sur les personnes et sur l'ensemble de la communauté.

Parallèlement, il importe de prendre en compte les réactions des communautés de retour, en ce qui concerne non seulement les incidences de la migration de retour, mais aussi l'aide à la réintégration reçue au niveau individuel et communautaire. Ces renseignements seront cruciaux pour éclairer la future aide à la réintégration et déterminer le juste équilibre entre aide individuelle et aide communautaire.

Les études qualitatives et quantitatives supplémentaires, analyse comparative incluse, permettent de consolider l'interprétation des informations collectées. Les données recueillies à la faveur de ces travaux devraient être soigneusement analysées et communiquées aux parties prenantes en vue d'appuyer la future élaboration de solides politiques et programmes fondés sur des éléments factuels.

La collecte de données et les résultats qui proviennent d'autres domaines connexes devraient également être pris en compte dans les programmes fondés sur des éléments factuels.

Exemple de réponse programmatique : suivi et évaluation

- **Promouvoir des programmes de réintégration fondés sur des éléments factuels** en encourageant la mise en œuvre systématique et à long terme de dispositifs **intégrés et harmonisés de collecte, de suivi et d'évaluation des données**, ce qui permettra d'effectuer des évaluations et des analyses comparatives de la pertinence, de l'efficacité, des effets et de la durabilité des programmes d'aide à la réintégration aux trois niveaux d'intervention (individuel, communautaire et structurel).

5. CONCLUSION

Dans le cadre de son approche globale de la migration de retour, l'OIM tient compte du fait que les politiques de retour et de réintégration sont plus efficaces lorsqu'elles sont articulées avec la protection des droits des migrants et la création d'opportunités dans les pays d'origine, en particulier si elles s'attaquent aux facteurs de la migration irrégulière et forcée. Il est fondamental que toute approche d'aide individualisée s'accompagne d'initiatives axées sur la communauté dans le pays d'origine, de sorte que tous les facteurs clés influant sur la réintégration soient considérés et que les solutions à long terme produisent également des effets durables sur la communauté. L'aide individuelle doit par ailleurs être associée à des réformes structurelles qui s'attaquent aux facteurs sous-jacents de la migration (et se conformer aux priorités politiques des pays bénéficiaires) pour produire des effets importants et durables.

Une approche intégrée de la réintégration ne peut être réellement efficace que si elle s'accompagne d'initiatives de suivi et d'évaluation globales et à long terme. Ces dernières contribueront à identifier les interventions qui entraînent les effets les plus importants sur la durabilité de la réintégration dans les divers contextes de retour, constituant ainsi une base de référence à partir de laquelle apprendre, adapter et affiner des mesures de réintégration centrées sur les migrants et les communautés.

Enfin, la réintégration ne s'opère pas en vase clos. Par conséquent, toute activité à l'appui de la réintégration devrait non seulement tenir compte de l'espace dans lequel la réintégration s'effectuera, mais aussi s'attaquer activement aux facteurs structurels majeurs qui influent sur l'autosuffisance, la stabilité sociale et le bien-être psychosocial des populations locales.



Créée en 1951, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) est l'organisation intergouvernementale chef de file dans le domaine de la migration. L'OIM s'emploie à promouvoir des migrations ordonnées et respectueuses de la dignité humaine dans l'intérêt de tous. Pour ce faire, elle fournit des services et des conseils aux gouvernements et aux migrants. Elle a pour mandat de faire en sorte que les migrations soient gérées humainement et en bon ordre, de promouvoir la coopération internationale sur les questions de migration, de faciliter la recherche de solutions concrètes aux problèmes migratoires, et d'offrir une aide humanitaire aux migrants dans le besoin, qu'il s'agisse de réfugiés, de personnes déplacées ou d'autres personnes déracinées. La Constitution de l'OIM reconnaît explicitement le lien entre la migration et le développement économique, social et culturel, de même que le respect du droit à la liberté de circulation des personnes. L'OIM déploie son action dans les quatre grands domaines suivants : le couple migration et développement, la migration assistée, la migration régulée, et la migration forcée. Un certain nombre de ses activités recoupent ces quatre domaines. Ce sont la promotion du droit international de la migration, le débat et les orientations politiques, la protection des droits des migrants, la santé dans le contexte migratoire et la dimension sexospécifique de la migration. L'OIM coopère étroitement avec ses partenaires gouvernementaux, intergouvernementaux et non gouvernementaux.

DEPARTEMENT DE LA GESTION DES MIGRATIONS DE L'OIM – Division de l'aide aux migrants

17, route des Morillons, 1211 Genève 19, Suisse
Tél. : + 41 22 717 91 11 • Télécopie : + 41 22 798 61 50 • Courriel : mad@iom.int